

## LA NOUVELLE ALLIANCE ET SON PROGRAMME

*L'Internationale n° 19, 6 avril 1972*

La révolution dans les pays capitalistes avancés sera l'œuvre de la majorité composée des travailleurs, c'est-à-dire des salariés ne possédant pas les moyens de production mais vendant leur travail manuel ou intellectuel contre un salaire.

Mais tous les salariés ne sont pas au même titre alliés du prolétariat dans sa lutte pour la réalisation du projet révolutionnaire. Il y a des salariés bien payés et jouissant de tels privilèges sous le régime capitaliste, qu'il est illusoire de les considérer en bloc (en tant que couche sociale) comme capables de lutter contre ce régime, même si au moment décisif ils se rangeront du côté du prolétariat. Il y en a d'autres qui peuvent simplement être neutralisés.

Toute une masse de salariés, par contre, pourraient contribuer à la réalisation du projet révolutionnaire, à condition d'être, dès maintenant, partie prenante de l'élaboration d'un programme qui précise clairement le visage d'une société assurant, dans le cadre d'un niveau de vie de plus en plus élevé une nouvelle qualité de la vie. Car on ne peut gagner les scientifiques, les techniciens, et toute une masse des travailleurs intellectuels par des revendications essentiellement salariales. Seul le programme de la société démocratique de demain, basée sur l'autogestion et assurant la qualité de la vie dans un cadre d'abondance matérielle peut en être le moyen.

Libérés du besoin matériel immédiat, des masses de plus en plus nombreuses aspirent en effet, dans les sociétés avancées, à une autre qualité de la vie. C'est-à-dire à des nouveaux niveaux de vie, milieu de vie et conditions de vie, à des conditions nouvelles de travail et d'habitation, de transport et de repos, à de nouveaux rapports avec notre milieu naturel.

Le développement anarchique et concurrentiel du capitalisme, tendu vers la production maxima des biens matériels rapportant le maximum de profit au capital, est incompatible avec la promotion d'une qualité de la vie correspondant aux besoins et aspirations de la majorité de la population des sociétés avancées. Quotidiennement, le procès de cette « civilisation » est dressé, non pas par les révolutionnaires, mais par des représentants de ces couches sociales nouvelles. En posant les problèmes de l'organisation du travail, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, des loisirs, de l'éducation, de l'environnement, etc. elles arrivent à des conclusions poli-

tiques et sociales anticapitalistes, allant dans la direction générale du projet de la société socialiste démocratique, basée sur l'autogestion dans tous les domaines et à tous les niveaux.

C'est ainsi que depuis le milieu de la décennie écoulée, aux Etats-Unis, en France, en Italie, en Angleterre, en Allemagne, et un peu partout dans tous les pays capitalistes avancés, les manifestations du malaise profond que provoque le développement incontrôlable de la « civilisation capitaliste », s'accroissent face aux aspirations qui se développent pour une autre qualité de la vie, et, plus ou moins consciemment, pour la société socialiste autogérée.

C'est en partant de ces faits qu'il est possible et nécessaire d'enrichir le programme à même de mobiliser une majorité des travailleurs pour le socialisme. Mais la réussite de cette entreprise se heurte à l'expérience du stalinisme et au conservatisme traditionnel des révolutionnaires.

Nous vivons toujours les effets de l'expérience stalinienne : soit pratique « socialiste » appliquée dans les « modèles » d'états dominés par la bureaucratie, soit programme des différents Partis Communistes. Les masses restent traumatisées par cette expérience, par ces pratiques bureaucratiques et opportunistes, face auxquelles toutes les déclarations sur le respect des libertés démocratiques, le multipartisme, que se croient obligées de faire les directions des PC occidentaux ne valent pas grand-chose !

Quant aux révolutionnaires, comment ne pas regretter la timidité extrême qu'ils montrent lorsqu'il s'agit d'aborder les problèmes concernant la qualité de la vie et du socialisme pour lequel nous combattons. Prisonniers de schémas du passé, ils éprouvent des difficultés quasi-organiques à se renouveler et à aller audacieusement à la rencontre des besoins et aspirations de larges masses élevées dans le cadre des sociétés avancées. C'est qu'en réalité, la plupart d'entre eux ne conçoivent le socialisme - du moins dans sa phase initiale - que sous la forme d'un pouvoir militaire et « paternaliste » : le pouvoir des travailleurs exercé à travers « l'Etat Ouvrier » et le « parti révolutionnaire » dans le cadre d'une économie « nationalisée et planifiée ». Voilà qui explique la véritable gêne avec laquelle ils abordent la question de l'autogestion, et les multiples limitations qu'ils envisagent à son exercice. Or, on n'ouvrira largement la voie de la lutte pour le pouvoir des travailleurs qu'en scellant l'alliance indispensable des masses du prolétariat et des amples couches sociales

de la jeunesse, des techniciens, des scientifiques, et des intellectuels.

Mais pour atteindre cet objectif il est nécessaire de commencer à se battre pour un programme transitoire qui combine revendications salariales avec revendications concernant la qualité de vie transformant qualitativement le syndicalisme ainsi que le militantisme révolutionnaire traditionnels; de déclarer clairement que le pouvoir des travailleurs que l'on veut conquérir et le socialisme que l'on veut utiliser sont ceux d'une société socialiste démocratiquement gérée par les producteurs et les citoyens dans tous les domaines et à tous les niveaux.

L'autogestion ne se limite pas à la gestion « l'économie », au niveau des « entreprises » (...). L'autogestion s'étend aux services, aux écoles; à l'ensemble de la vie sociale à tous les niveaux. C'est l'organisation enfin démocratique de la société gérée par les producteurs et les citoyens.

Certes, cette reconstruction de la société exigera toute une période historique, mais elle doit commencer progressivement immédiatement. C'est dans ce domaine qu'interviennent les deux notions capitales sur lesquelles nous ne cessons d'insister et qui donnent tout son sens au processus fondamental de l'autogestion. La déprolétarianisation effective de la condition ouvrière par l'abolition du salariat, l'éducation continue politique, générale, professionnelle (...)

Oser imaginer le « modèle » du socialisme basé sur l'autogestion, ne signifie pas se lancer dans la prospection utopiste mais dans la prospective volontaire conforme à la fois aux possibilités objectives et aux véritables besoins et aspirations des nouvelles générations de travailleurs qui se révèlent dans les sociétés avancées.

M. PABLO